



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Saint-Denis, le 04 juillet 2017

La SNCF, collaboratrice de l'Etat Policier

Une note sûreté intitulée "signalement dans le cadre du G20 à Hambourg " (*du 03 au 13 juillet 2017*) est aujourd'hui distribuée aux cheminots. Celle-ci émane de la direction sûreté qui explique l'obligation de signalement de tout mouvement ou groupe suspect qui se déplacerait à destination de la Belgique et/ou l'Allemagne.

La nature de la demande va se préciser en désignant exactement le type de profil : « *Personne (seule ou en groupe) dont le comportement pourrait laisser supposer un comportement militant porté à l'extrême (personnes appartenant au mouvement zadiste venant de Notre-Dame des Landes, mais également des Alpes) »*

Après avoir demandé aux cheminots de pister les migrants dans les trains et les gares, SNCF veut pousser les cheminots à collaborer à la logique d'état axée sur la chasse aux opposants politiques, syndicaux, associatifs ou simplement actifs dans le mouvement social. L'ennemi intérieur est donc par là même clairement ciblé : ceux qui refusent cette société de la finance et pourraient résister à son contrôle absolu.

Ces directives nous ramènent à des pratiques d'un autre temps et, sous couvert de lutte anti-terroriste, l'Etat veut maintenant contrôler, ficher et bloquer tout militant associatif ou politique qui voudrait se rendre au G20 pour manifester !

Militer n'est pas un crime ! En 2017, comme en 1940, les cheminots sauront refuser les dérives autoritaires. La Fédération SUD-Rail dénonce cette directive liberticide et appelle les cheminots à ne pas l'appliquer !